

## Les ouvriers partis du « parti des ouvriers » Retour sur un désengagement silencieux

CATHERINE LECLERCQ  
GRESKO, université de  
Poitiers

1. Pour exemple, cette « Une » à la fin des années 1970 : « Être ou avoir été communiste est-il un genre littéraire ? », *Les Nouvelles littéraires*, n°2704, septembre 1979.
2. Parmi les autobiographies, citons entre autres : Dominique Desanti, *Les staliniens. Une expérience politique. 1944-1956*, Paris, Fayard, 1974 ; Pierre Daix, *J'ai cru au matin*, Paris, Robert Laffont, 1976 ; Philippe Robrieux, *Notre génération communiste. 1953-68*, Paris, Robert Laffont, 1977 ; Roger Pannequin, *Adieu, camarades*, Paris, Le Sagittaire, 1977 ; Antoine Spire, *Profession permanent*, Paris, Seuil, 1980 ; Emmanuel Le Roy Ladurie, *Paris-Montpellier, PC-PSU, 1945-1963*, Paris, Gallimard, 1982 ; Alain Besançon, *Une génération*, Paris, Julliard, 1987 ; Annie Kriegel, *Ce que j'ai cru comprendre*, Paris, Robert Laffont, 1993. Parmi les essais : Pierre Daix, *Les hérétiques du PCF*, Paris, Robert Laffont, 1980 ; Jean-Pierre Gaudard, *Les orphelins du PC*, Paris, Belfond, 1986.

du désengagement communiste, on croit tout connaître, et pour cause : peu d'expériences politiques ont suscité autant d'écrits autobiographiques et d'essais. Dans les années 1970-80 notamment, les « mémoires d'ex » sont parues en si grand nombre qu'elles ont été assimilées à un genre littéraire à part entière<sup>1</sup>, tandis que les multiples analyses consacrées par d'anciens communistes aux vagues de défections partisans pouvaient laisser penser que le sujet était épuisé. Mais, à regarder de plus près les propriétés de ces mémorialistes et essayistes, on ne saurait se risquer à universaliser leur point de vue. S'ils ont été plus visibles, plus audibles, plus volontiers diserts que beaucoup d'autres, c'est que leurs capitaux culturels, sociaux et militants leur conféraient non seulement un sentiment d'habilitation à faire un usage public de leur expérience personnelle – par l'écriture en première personne ou par l'interprétation généralisante des démobilisations militantes – mais aussi un accès facilité à un marché éditorial alors demandeur de « témoignages-vérité » de la part des « déçus » de l'entreprise communiste, « orphelins du PC » et autres révolutionnaires en déshérence<sup>2</sup>. Si la lecture de ces ouvrages n'est pas toujours dépourvue de profits de connaissance, il importe de rappeler ce qu'une telle littérature doit aux ressources de ses auteurs, de souligner son rôle de restauration de leur image publique, et de chercher ailleurs la compréhension des logiques socialement très variables du désengagement.

L'analyse des sorties du PCF semble d'autant plus nécessaire que l'on assiste à un affaiblissement sévère et protéiforme de l'institution communiste : difficulté à mobiliser l'électorat à partir du seul label partisan, nécessité de constituer des alliances du type « Front de gauche » pour maintenir des positions institutionnelles, dislocation du système de relais intellectuels et culturels du parti (revues, édition, presse, dispositifs de formation), perte de centralité

et d'autorité de l'appareil dirigeant, multiplication des mouvements centrifuges, autonomisation de segments entiers de l'organisation, crise des vocations et du renouvellement du corps militant, notamment dans les catégories sociales défavorisées. Il importe de prêter une attention particulière à la composante populaire du désengagement communiste, non seulement parce qu'elle constitue un point aveugle de la recherche sur le PCF, mais aussi et surtout parce qu'elle renvoie aux apories persistantes d'un système « démocratique » qui fonctionne sans le « peuple ». Si l'on connaît les ressorts de l'autocensure politique des membres des catégories populaires<sup>3</sup>, on n'a pas fini d'interroger la réalité d'un champ politique qui, alors même que les mesures d'inspiration néo-libérale n'ont jamais autant creusé les inégalités et la souffrance sociales, ne voit émerger aucune organisation réellement engagée dans la promotion de responsables issus des fractions les plus fragilisées de la population. Dans ce contexte, l'analyse des défections de militants ouvriers est une manière de revenir en creux sur les conditions de possibilité d'une entreprise de politisation des classes populaires. C'est aussi une alternative aux analyses « politologiques » les plus médiatiques qui, de mésinterprétations en surinterprétations, ont réussi à diffuser l'idée à la fois fausse et dangereuse selon laquelle le rapport du « populaire » au politique se résumerait dorénavant au vote pour le Front national, parti « populiste » dont les thèses épouserait, si l'on en croit les experts en doxosophie, la « personnalité » tour à tour fruste, autoritaire et influençable des groupes sociaux les plus démunis<sup>4</sup>.

Rendre raison du désengagement des ouvriers du PCF suppose de rompre avec ces visions ethnocentriques et essentialistes pour se concentrer sur les logiques sociales des histoires militantes. Une enquête réalisée dans les fédérations communistes du Pas-de-Calais et de Paris nous a permis de reconstituer les processus d'adhésion, de défection et de reconversion d'ex-militants aux profils sociaux diversifiés, parmi lesquels des mineurs de fond et des ouvriers d'État<sup>5</sup>. L'étude approfondie de ces trajectoires montre à quel point l'explication du politique par le politique, c'est-à-dire la réduction des ruptures partisans à des désaccords strictement idéologiques ou à la « crise » du système communiste international, échoue à rendre compte des motivations réelles du détachement du PCF. *A contrario*, on saisit combien le délitement du lien partisan a à voir avec la réception des transformations morphologiques du parti, qui ont

3. Voir notamment Daniel Gaxie, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978.
4. Pour une analyse détaillée de cette stigmatisation du populaire par les « spécialistes » du vote FN, voir Annie Collovald, *Le « populisme du FN », un dangereux contresens*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2004. Voir aussi, sur la question des interprétations politologiques, Pierre Bourdieu, « Les doxosophes », *Minuit*, n°1, novembre 1972.
5. Catherine Leclercq, *Histoires d'ex*. *Une approche socio-biographique du désengagement des militants du PCF*, Thèse de doctorat en science politique, IEP de Paris, 2008. Les cas évoqués ici renvoient principalement aux entretiens biographiques menés dans le bassin minier du Pas-de-Calais entre 2000 et 2004.

conduit les ouvriers à éprouver très concrètement la perte de leur rôle dirigeant au sein de l'organisation et leur retour à une illégitimité politique arrimée à leur domination sociale et culturelle.

### L'épreuve de la relégation

S'intéresser aux « carrières du désengagement » des militants ouvriers, c'est entendre des récits de relégation. Dans le bassin minier du Pas-de-Calais, les mineurs retraités racontent avec amertume leur progressive mise à l'écart des postes-clés du PCF, notamment dans les sections et les conseils municipaux, au profit de « nouveaux militants » non ouvriers, c'est-à-dire, pour la plupart, salariés du secteur culturel, enseignants et fonctionnaires territoriaux. Cette déprise de la présence ouvrière dans l'encadrement communiste trouve son origine dans une période bien antérieure puisqu'elle renvoie au processus d'élargissement sociologique de la base militante du PCF à partir du tournant stratégique des années 1960 : un tournant qui s'est traduit par le rapprochement avec les socialistes dans le cadre de l'Union de la gauche et par un ensemble de remaniements doctrinaux (dont, par exemple, l'abandon de la notion de « dictature du prolétariat »), de sorte qu'on a pu qualifier cette étape d'*aggiornamento* du PCF<sup>6</sup>. Si l'aspect stratégique de ce processus est stoppé à la fin des années 1970 par la rupture avec le PS et le retour à certains fondamentaux de l'ancien *corpus* doctrinal, l'aspect sociologique ne laisse pas de produire ses effets dans le corps militant, en conduisant à la coexistence de profils sociaux différents et d'appropriations disjointes de l'institution partisane.

Dans les « forteresses ouvrières » de vieille tradition communiste comme les nombreuses communes « rouges » du bassin minier du Pas-de-Calais, la prédominance militante des ouvriers n'est, dans un premier temps, que très peu altérée par l'arrivée de nouvelles couches sociales au sein de l'organisation. Ce sont au contraire les nouvelles recrues qui se heurtent à l'autorité politique solidement constituée des délégués mineurs, omniprésents dans « l'endocratie » locale<sup>7</sup>. Mais les années 1980-90 voient s'effriter le pouvoir de ces militants vieillissants. Sur fond de désindustrialisation et de fragmentation de la condition ouvrière, les remaniements successifs de l'organisation et l'entrée d'agents sociaux désormais extérieurs aux classes populaires font de ces militants chevronnés les figures d'un état passé et

6. Voir Bernard Pudal, « *Aggiornamento* communiste et reproduction du corps des dirigeants (1960-85) », *Politix*, n°2, 1988, p. 6-12.
7. Selon le mot de Serge Bonnet repris par Jean-Noël Retière pour désigner l'aristocratie ouvrière communiste de Lanester : Jean-Noël Retière, « La sociabilité communautaire, sanctuaire de l'identité communiste à Lanester », *Politix*, n°13, 1991, p. 87-93.

dépassé de l'institution. Ils sont d'autant plus éprouvés par ces évolutions que leur engagement dans le parti, indissociable de leur existence tout entière, leur avait permis de gagner une reconnaissance inaccessible ailleurs. Pour ces militants souvent issus de lignées communistes, élevés dans des bastions rouges comparables à des « systèmes de prestations totales »<sup>8</sup>, formés dans la « matrice stalinienne » à l'époque de plus forte influence du modèle ouvrieriste<sup>9</sup>, la fin de l'hégémonie ouvrière aux postes décisifs de l'organisation ne peut se vivre autrement que comme une douloureuse destitution. Le désarroi des militants ouvriers procède d'un ensemble d'expériences qui traduisent, au fond, l'interruption du travail partisan de dignification sociale et de promotion politique des classes populaires.

Les récits de désengagement se présentent ainsi comme des histoires de déclassement militant : les ouvriers, « nous », « les anciens », décrivent leur remplacement par « eux », « les nouveaux », en déplorant la dévaluation de leur manière d'être communiste. Un mineur retraité raconte sa démission à la suite de l'arrivée au bureau de section de sa commune de « personnes qui avaient pas leur place », qui « imposaient leurs vues », « leurs alliances avec le PS » et « des discussions interminables » alors qu'ils « rechignaient à soutenir les grèves ». Ce qui se joue ici, c'est le décalage entre des *habitus* militants construits dans des configurations sociales et partisans différentes, et la difficulté des militants ouvriers, porteurs d'« *habitus* rigides » du fait de leur socialisation partisane précoce et totalisante, de s'adapter aux transformations en cours<sup>10</sup>. Se contenter, comme le font de nombreux chroniqueurs de l'affaiblissement du PCF, de réduire ces résistances à la « mentalité » archaïque et autoritaire d'ouvriers « forcément » nostalgiques de l'âge d'or stalinien, n'avance à rien sinon à disqualifier des formes de politisation sociale et historiquement situées. En l'occurrence, les militants ouvriers ne peuvent que refuser un fonctionnement partisan dans lequel ils sont peu à peu cantonnés aux rôles subalternes et aux tâches d'exécution, c'est-à-dire renvoyés à une position dominée que le PCF leur avait précisément offert de renverser. Les récits des enquêtés traduisent, en effet, l'instauration d'une division du travail partisan qui subordonne les compétences « pratiques » des « anciens » – et leurs dispositions à la discipline, jadis valorisées sous le terme d'« esprit de parti » – aux savoir-faire proprement politiques des « nouveaux » – armés de dispositions discursives qui les autorisent à constituer, si l'on veut, un « parti de l'esprit ».

8. Selon l'expression de Jean-Paul Molinari, *Les ouvriers communistes. Sociologie de l'adhésion ouvrière au PCF*, Thonon-les-Bains, L'Albaron, 1991.

9. Bernard Pudal, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2009.

10. Sur ces questions, voir Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997.

Les ouvriers ne choisissent donc pas l'*exit* sur la seule base de désaccords politiques. Tant que leur magistère symbolique et leurs positions de pouvoir ne sont pas concrètement remis en cause, leur opposition souvent virulente aux aménagements programmatiques et stratégiques du PCF ne suffit pas à provoquer leur départ. Si, encore aujourd'hui, certains restent au parti, c'est parce qu'ils sont parvenus à conserver des responsabilités en raison du manque de forces vives. Mais ils n'en sont pas moins critiques à l'égard de l'adoption par les instances dirigeantes d'une culture du débat qui masque mal la vacuité, selon eux, de l'actuelle « visée communiste ». Ceux qui décident de partir, en dépit du coût que représente l'abandon d'une insertion partisane engageant toute leur histoire sociale, le font à la suite de conflits interpersonnels qui traduisent à la fois le recentrement du parti sur des militants d'extraction sociale plus élevée et la dévaluation des dispositions que l'institution avait déposées en eux : des dispositions acquises dès la prime socialisation et consolidées par un investissement aussi durable qu'intensif dans le milieu partisan, des dispositions renforcées par la portée légitimatrice et émancipatrice de l'action politique, des dispositions qui ont fini par perdre leur contexte d'actualisation et par générer, au lieu de l'*illusio* qui fonde la connivence entre individus et institutions, des postures stigmatisées, invalidées, frappées d'obsolescence. Peu enclins à se prêter aux « discussions interminables » pour y tenir le rôle de témoins fossilisés d'une autre ère partisane, placés dans des situations de porte-à-faux avec les « profs » et les « petits galibots sortis de l'école » entrés dans l'encadrement, ils se résolvent à la rupture et, loin de renier leur passé politique, s'emploient à en préserver le sens, sans toujours intégrer d'autres espaces d'engagement.

### Des reconversions militantes improbables

Si l'on se fie aux autobiographies d'anciens militants du PCF, on trouve de multiples exemples de reconversions « réussies » dans les champs intellectuel, économique, journalistique ou politique. Les mémoires d'« ex » constituent d'ailleurs, en général, une étape et une dimension du recyclage post-militant : en se racontant sur le mode de l'auto-analyse, de l'autocritique ou de l'apostasie, les auteurs s'emploient à fabriquer une « identité stratégique »<sup>11</sup> ajustée à leurs intérêts du moment et aux possibles entrevus. Mais, là encore, ces publications ne donnent à voir qu'une frange

11. Sur cette notion, voir Annie Collovald, « Identités stratégiques », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°73, 1988, p. 29-40.

restreinte de devenir post-communistes, et sous une forme particulièrement stylisée : à dire vrai, elles renseignent surtout sur les modalités publiques de présentation de soi des anciens dirigeants et intellectuels du PCF, laissant dans l'ombre les non-mémorialistes, très diversement pourvus en ressources monnayables dans d'autres univers et inégalement disposés à s'engager ailleurs qu'au PCF.

Ainsi observe-t-on, au sein de la population enquêtée, une nette distribution sociale des chances de reconversion militante. Si certains, caractérisés par une origine sociale relativement favorisée ou des expériences successives d'acculturation (ascension sociale par la voie scolaire, insertions sociales diversifiées produisant des dispositions à la mobilité politique) s'investissent dans des formations adaptées à leurs capitaux culturels et à leur demande de réflexion critique (Attac, Amis du *Monde Diplomatique*, Fondation Copernic), les ouvriers se trouvent dans l'impossibilité cognitive et pratique, du fait des conditions de constitution et de la force d'inertie spécifique de leur *habitus* militant, de s'impliquer dans quelque structure politique alternative que ce soit. Tout engagement à la « droite » du PCF – au PS par exemple – représenterait non seulement une trahison politique, notamment dans le Pas-de-Calais où la tradition d'opposition communistes-socialistes est vivace, mais aussi, compte-tenu de la composition sociologique du PS, une trahison de classe. Les partis situés à la « gauche » du PCF ne sont pas plus attractifs pour des ouvriers qui ont incorporé et relayé depuis des décennies la disqualification des « gauchistes », concurrents des communistes sur le terrain du projet révolutionnaire et de la représentation des classes populaires. Quant aux officines de critique sociale et politique, elles sont difficilement accessibles à ces militants du fait de la modicité de leurs capitaux culturels, dont découle leur manque d'appétence/compétence pour la politique discursive, contrairement à la « politique exécutive » dont Michel Verret a bien montré qu'elle constituait un axe structurant des cultures ouvrières<sup>12</sup>.

L'engagement des anciens militants ouvriers du PCF, tel qu'il s'est construit, ne saurait donc trouver de substitut, et c'est probablement pourquoi il n'est pas exprimé sur le mode du révolu. Le maintien de soi comme communiste est en effet une constante des postures d'ouvriers rencontrés sur le terrain. Le fait de s'affirmer communiste alors que le parti, lui, « ne l'est plus », permet à la fois d'éviter un reniement – de soi et des siens – excessivement coûteux à tous points de vue, mais aussi de ne pas s'exposer à des configurations organisa-

12. Michel Verret, *La culture ouvrière*, Paris, ACL-Crocus, 1988.

tionnelles auxquelles rien n'a préparé. Nécessité faite vertu, le désengagement sans réengagement fonctionne comme un acte de refus de toute espèce de reddition ou d'opportunisme politique et comme une manière de faire bonne figure en affichant sa constance, par contraste avec le flottement d'une organisation communiste aussi morcelée qu'indécise.

Tout au plus observe-t-on, chez les plus rétifs au « décrochage » de toute forme d'activisme, des réinvestissements dans les groupements de l'ancien système d'action communiste, tels que le Secours populaire, qui représente une « offre de continuation biographique »<sup>13</sup> et un moyen acceptable de préserver une sociabilité militante. D'autres s'impliquent dans des actions culturelles liées à leurs anciens engagements partisans et syndicaux : dans le bassin minier du Pas-de-Calais, des « figures » ouvrières désengagées du PCF à la suite de conflits violents avec l'encadrement fédéral se consacrent à un travail mémoriel autour de l'histoire minière, au sein d'associations qui leur permettent de mobiliser leur connaissance autodidacte de l'histoire sociale locale et une partie de leur « capital d'autochtonie »<sup>14</sup>. Mais on assiste également à des formes radicales de démobilisation politique, justifiées par le « dégoût » qu'inspire aux « anciens » le spectacle d'un parti éclaté, dont l'appareil dirigeant échoue à imposer une définition unifiée du communisme et laisse se démonétiser un modèle militant jadis survalorisé. Se produit alors, de la part de militants âgés et souvent diminués par la maladie, un repli sur la sphère privée, sans le caractère de « sociabilité domestique ouverte » propre aux cités minières d'autrefois<sup>15</sup>, mais avec la satisfaction relative de remplir un rôle socialisant – et clairement politisant – auprès des petits-enfants. La participation politique se résume ici au vote, sans que l'offre électorale permette toujours d'exprimer un choix, si bien que l'abstention demeure, bien davantage que le vote FN, une tentation forte chez les anciens militants ouvriers du PCF<sup>16</sup>.

### **L'illégitimité politique des classes populaires : une fatalité ?**

La réussite historique du PCF en matière de production d'une élite politique ouvrière est liée à des conditions socio-historiques spécifiques qui ne semblent plus réunies aujourd'hui. Les transformations du travail et du monde ouvrier, le chômage, la précarisation de l'emploi, la massification et les inégalités scolaires, la ségrégation socio-ethnique, l'accentuation insidieuse des rapports de domination

13. Annie Collovald, Erik Neveu, « Le «néo-polar». Du gauchisme politique au gauchisme littéraire », *Sociétés et représentations*, n°11, 2001, p. 77-93.
14. Jean-Noël Retière, « La sociabilité communautaire... », *op. cit.*
15. Claude Dubar, Gérard Gayot, Jacques Hédoux, « Sociabilité minière et changement social à Sallaumines et à Noyelles-sous-Lens (1900-1980) », *Revue du Nord*, n°353, 1982, p. 265-463.
16. Sur cette question, voir Annie Collovald, « *Le populisme du FN* », *op. cit.* Voir aussi, parmi les premiers et les plus fermes démentis à l'hypothèse d'un transfert massif des électeurs communistes vers le FN, François Platone, « Où sont passés les électeurs du PC ? », *Cahiers du Cevipof*, mars 1988 ; et plus récemment, Florent Gougou, « Les mutations du vote ouvrier sous la Cinquième République », *Nouvelles Fondations*, n°5, avril 2007. À ce sujet, un travail d'enquête resterait à mener sur les éventuels effets de remobilisation électorale de la campagne du Front de gauche pour l'élection présidentielle de 2012.

et la fragilisation des solidarités collectives sous l'effet des politiques néo-libérales, etc., compliquent la constitution d'une force politique solidement implantée dans les milieux populaires. Mais ce constat, plutôt que d'inciter au fatalisme, peut conduire à s'interroger sur les moyens de réintégrer les classes populaires dans un jeu politique qui, plus que jamais, se joue sans elles. Les différentes composantes de la gauche anti-libérale – le Front de gauche et le NPA par exemple – ne sauraient se satisfaire d'être conduites par des agents issus de groupes sociaux relativement scolarisés et favorisés. L'une des principales missions d'une « gauche de gauche », à savoir la représentation politique *au sens fort* des catégories populaires, suppose l'invention d'organisations capables non seulement de s'insérer durablement dans les lieux de travail et d'existence de ces couches sociales, mais aussi de leur offrir des apprentissages et des positions hiérarchiques qui leur permettent, à terme, de disputer aux agents les mieux pourvus en ressources culturelles le monopole de la compétence politique légitime.

Certes, les mécanismes d'auto-exclusion politique des groupes sociaux défavorisés sont puissants, mais ils ne constituent pas pour autant une loi d'airain de la démocratie représentative. Une vaste entreprise d'éducation populaire, mettant à contribution l'institution scolaire à partir d'une réflexion collective sur les programmes d'enseignement, serait susceptible de corriger les inégalités de politisation. Les sciences sociales ont également leur part à prendre dans une action pédagogique systématique qui, en dévoilant à des publics élargis les rouages de la domination et en s'appuyant sur le rapport critique des dominés à l'ordre institutionnel, les habilite réellement à le transformer. Dans le champ politique, ce rôle pourrait être assumé par une force qui travaillerait sur le long terme à traduire politiquement les expériences sociales de domination, à former et promouvoir un personnel politique issu des classes populaires, et, ce faisant, à subvertir les règles du jeu. ■